



Communiqué de presse

Audience ministère Enseignement Supérieur Recherche rentrée 2023

La FEREC - CGT a été reçue par la ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR) ce mardi 26 septembre, notre délégation a pu l'interroger sur plusieurs sujets.

Nous avons fait état de notre vive inquiétude concernant les annonces du Président de la République à propos « d'une réforme de l'Université basée sur celle que connaît le lycée Pro ». En effet, aucune discussion dans le ministère n'a précédé cette annonce, d'ailleurs La ministre ne l'a pas reprise à son compte. Après quinze ans de restructurations incessantes qui ont conduit à la dégradation du service public de l'ESR, voici donc la nouvelle lubie présidentielle. S'y ajoute des propos méprisants sur les agent·es de l'ESR, qui ne feraient pas leur travail, avec selon le Président, « des formations qui ne diplôment pas ». La fédération dénonce ces propos et s'opposera à une telle réforme avec l'ensemble de la CGT car les propos du Président constituent une attaque contre l'Université ouverte à tous·tes et émancipatrice.

Les annonces de Bruno Lemaire sur le PLF 2024 et les 5% d'économies nécessaires dans chaque ministère ont mis en accusation des trésoreries jugées abondantes dans nos établissements. La ministre a confirmé que selon elle, il y aurait plus « d'1 Md€ d'argent public qui dort » dans les universités, dans la continuité de son discours aux présidences d'établissements lors du congrès de rentrée de France Universités, et qu'il ne fallait « pas attendre "de miracle" de la part du ministère sur les budgets » leur enjoignant de puiser dans leur fond propre pour faire aboutir les annonces de revalorisation du point d'indice. Cette parole ministérielle nous alerte et nous interroge :

- Depuis quand les augmentations de salaires des agent·es de la Fonction Publique d'État ne sont pas prises en compte par l'État ? Devons-nous craindre une « territorialisation » des agent·es de l'ESR ?
- Vu la faiblesse de nos salaires et le tassement des grilles, cette annonce est un signal catastrophique et elle incarne le manque d'ambition de l'Etat pour l'ESR !
- Ces annonces laisseraient croire que nos établissements déborderaient de financements à n'en plus savoir qu'en faire, loin de la réalité du terrain, du manque cruel de moyens dans nos établissements de recherche, dans les universités et les CROUS !

Pour la ministre, « l'autonomie » des établissements consisterait donc à laisser gérer la misère afin de permettre au ministre des finances de prendre l'argent des pauvres (universités) pour continuer à donner aux riches (employeurs qui voient leurs exonérations de cotisations exploser).

Alors que se dessine un désengagement de l'Etat de l'ESR dans ces annonces, la Ministre a pu nous présenter sa volonté que le ministère de l'ESR coordonne la politique de recherche publique inter-ministérielle, ce qui nous semble aller dans le bon sens. Mais comment assurer cette mission indispensable pour l'ensemble de la société française sans garantir des salaires dignes aux agent·es, des budgets et des postes à la hauteur des besoins des établissements de recherche et d'enseignement supérieur ?

Nous revendiquons l'abandon de la LPR, des « chaires junior », des cdi de mission ainsi que de Parcoursup et nous rappelons que les primes à l'excellence sont une source de discrimination entre les femmes et les hommes.

Face à ce tour de vis austéritaire la mobilisation européenne du 13 octobre contre l'austérité et pour l'augmentation des salaires, des pensions et l'égalité femme-homme doit être une réponse à la hauteur de l'attaque dans l'ESR !